

print

## Le nouveau gouvernement japonais engage un dangereux tournant vers le militarisme

De [Peter Symonds](#)

Global Research, décembre 20, 2012

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-nouveau-gouvernement-japonais-engage-un-dangereux-tournant-vers-le-militarisme/5316329>

Le retour au pouvoir du Parti libéral démocrate (Liberal Democratic Party, LDP) à l'issue des élections législatives de dimanche au Japon marque un changement radical non seulement dans la politique japonaise mais aussi internationale. Le nationalisme et le militarisme qui ont imprégné la campagne électorale montrent la détermination de la classe dirigeante japonaise à réaffirmer ses intérêts en Asie et mondialement par tous les moyens possibles, y compris par la force militaire.

Le dirigeant du LDP, Shinzo Abe, qui sera nommé premier ministre la semaine prochaine, a déjà indiqué vouloir adopter une ligne dure en réaction au conflit territorial avec Beijing sur les îles, connues sous le nom de Senkaku au Japon et de Diaoyu en Chine. En s'exprimant sur la chaîne de télévision publique NHK, Abe a déclaré que les îles Senkakus faisaient partie du « territoire inhérent du Japon » et averti que « notre objectif est de mettre fin au défi » lancé par la Chine.

Durant la campagne électorale, le LDP a préconisé la construction de structures permanentes sur les îles inhabitées, une décision qui aggraverait considérablement les relations avec la Chine. Une situation tendue existe déjà dans la Mer de Chine du Sud après que l'actuel gouvernement du Parti démocratique du Japon (DPJ) a « nationalisé » les îlots en septembre. La semaine dernière, l'armée japonaise a déployé des avions de combat pour intercepter un avion de surveillance maritime qui avait survolé l'espace aérien au-dessus des îles.

Les gouvernements, tant au Japon qu'en Chine, ont choisi d'attiser le nationalisme tandis que la crise économique mondiale affecte de plus en plus leur économie en suscitant une insatisfaction générale et la colère de l'opinion face à la détérioration du niveau de vie. Beijing a réagi à la « nationalisation » des îles Senkakus en donnant le feu vert à des protestations anti-japonaises à caractère ouvertement raciste.

L'économie japonaise vient, pour la cinquième fois en quinze ans, de plonger dans la récession. Les exportations japonaises ont été touchées par le cours élevé du yen et la contractions des marchés aux Etats-Unis, en Europe et en Chine. Après deux décennies de stagnation économique, il y a une frustration intense dans les cercles dirigeants devant la chute prolongée du pays et qui avait été illustrée l'année dernière lorsque la Chine avait éclipsé le Japon en devenant la deuxième économie mondiale.

En politique économique tout comme en politique étrangère, le nouveau gouvernement est déterminé à inverser le déclin aux dépens des rivaux du Japon et de la classe ouvrière japonaise. Abe a annoncé une politique monétaire agressive, identique à celle pratiquée par la Réserve fédérale aux Etats-Unis, pour réduire l'inflation et abaisser la valeur du yen, des démarches qui ne feront qu'accentuer les guerres monétaires internationales émergentes. Le LDP préconise aussi une forte hausse de la taxe sur la vente afin de rejeter sur les travailleurs le fardeau de la dette publique japonaise massive.

Abe incarne le programme agressif de ce qu'il a appelé le « nouveau LDP ». C'est un rejeton de l'*establishment* LDP. Son grand-père maternel, Nobushuke Kishi, avait été emprisonné sans jamais être inculpé de crime de guerre pendant l'occupation américaine d'après-guerre. Il devint plus tard premier ministre en insistant sur l'abolition de la soi-disant clause pacifiste de la constitution du pays. Tout comme son grand-père, Abe est en quête d'un changement constitutionnel pour « normaliser » et renforcer l'armée japonaise et mettre un terme à ce qu'il qualifie d'« histoire d'auto-torture » du pays – c'est-à-dire toute reconnaissance des crimes de guerre du Japon.

La situation actuelle ressemble étrangement aux années 1930. Le Japon qui était lourdement touché par la récession du commerce mondial, avait plongé dans une crise économique et politique grave. Le régime militariste désespéré à Tokyo cherchait à surmonter le malaise économique du Japon au moyen de guerres afin de s'approprier des marchés et des matières premières, par l'invasion de la Mandchourie en 1931 et de l'ensemble de la Chine en 1937. L'occupation militaire de la Chine avait considérablement exacerbé les tensions avec l'impérialisme américain qui avait poursuivi ses propres intérêts prédateurs en Chine en exigeant une politique de la « porte ouverte » favorisant sa position. Les intérêts concurrents avaient abouti à la guerre du Pacifique en 1941.

Le militarisme japonais allait de pair avec la répression impitoyable de la classe ouvrière sur le plan intérieur et les méthodes les plus brutales pour renforcer son occupation de la Chine et, plus tard, de l'Asie du Sud-Est, ainsi que son actuel régime colonial de la Corée et de Formose (Taïwan). La semaine passée a marqué le 75<sup>ème</sup> anniversaire du tristement célèbre massacre de Nanjing lors duquel des troupes d'occupation japonaises avaient massacré des centaines de milliers de civils et de soldats chinois. L'attitude qui règne au sein des cercles dirigeants japonais a été publiquement exprimée au début de l'année par l'ancien gouverneur de Tokyo, Shintaro Ishihara, qui dirige actuellement le Parti de la Restauration du Japon. Il a carrément nié le viol de Nanjing en disant qu'il ne s'était jamais produit.

Bien sûr, le monde a bien changé depuis que les Etats-Unis ont mis fin en 1945 à la guerre du Pacifique en larguant des bombes atomiques sur Hiroshima et Nagasaki. Les Etats-Unis cherchent à maintenir leur domination d'après-guerre en Asie au moyen du soi-disant pivot du président Obama dans la région Asie-Pacifique. Dans le cadre de cette campagne agressive pour saper l'influence de la Chine, Obama encourage le Japon à renforcer son armée et à adopter une attitude plus dure vis-à-vis de la Chine, une politique qui ne sera qu'accélérée sous Abe.

Les changements les plus importants ont eu lieu en ce qui concerne la position de la Chine dans le monde. Depuis plus de 30 ans, le Parti communiste chinois (PCC) liquide les acquis économiques et sociaux de la révolution de 1949, en restaurant les relations de propriété capitaliste et en faisant de la Chine la plus grande plateforme de main-d'œuvre bon marché du monde. Le nationalisme promu par le PCC en tant que la base visant à étayer son règne représente les intérêts de classe de la bourgeoisie montante et profondément frustrée de ce que ses ambitions sont contrecarrées par l'actuel ordre impérialiste dominé par les Etats-Unis. Le PCC ne dénonce les atrocités commises par le Japon pendant la guerre que pour justifier sa propre initiative de mettre fin à « l'humiliation nationale » de la Chine aux mains des grandes puissances aux dix-neuvième et vingtième siècles et pour se tailler sa propre sphère d'influence.

La classe ouvrière partout en Asie, et à l'échelle internationale, est confrontée à de grands dangers au moment où l'aggravation de la crise économique mondiale fait

réapparaître les lignes de failles qui ont mené à la guerre dans le Pacifique. Une fois de plus, les classes capitalistes qui se font concurrence sont en train de plonger dangereusement dans un nouveau conflit encore plus dévastateur.

**Peter Symonds**

Article original, [WSWS](#), paru le 19 décembre 2012

Copyright © 2012 Global Research